

dû céder le pas à une concurrence économique face à laquelle les deux parties ont du mal à s'ajuster.

L'intérêt croissant, de part et d'autre de l'Atlantique, pour des ententes régionales est l'illustration la plus éloquente de cette difficulté d'ajustement. L'Union européenne est présentement en train de se transformer. Grâce à l'Acte unique européen, au programme du marché unique de 1992 et à la démarche qui a mené au Traité de Maastricht, l'Union est devenue de plus en plus intégrée, mieux coordonnée, et elle se trouve maintenant en meilleure position pour jouer un rôle important sur la scène internationale. Par ailleurs, ses membres sont tellement captivés par son organisation que toutes les considérations extérieures à l'Union risquent d'être subordonnées à l'objectif politique d'une Europe unie. Il y a à peine une décennie, l'Europe de 1992 était proposée comme un modèle d'ouverture au reste du monde. Mais les politiques de libéralisation et d'harmonisation régionales de cette même Europe risquent de paraître rétrogrades si l'Union se donne un nouvel objectif qui reviendrait à se fermer à la communauté internationale.

L'Amérique du Nord a elle aussi commencé sa consolidation économique, en partie en réponse au mouvement entrepris en Europe. Ainsi, certains estiment que le récent Accord de libre-échange nord-américain [ALENA] est un premier pas vers la constitution d'un bloc économique exclusif et autosuffisant : un moyen de créer une chasse-gardée dans un monde où la concurrence s'accroît et où les parts de marché régressent. Ceux qui ne partagent pas cette vision étroite reconnaissent néanmoins que l'intérêt économique de l'Amérique du Nord se déplace de plus en plus vers la région Asie-Pacifique et vers les économies à croissance rapide de la côte chinoise australe, c'est-à-dire, du moins implicitement, loin de l'Europe.

Cette tendance n'est dans l'intérêt de personne. L'Union européenne demeure le deuxième partenaire économique bilatéral du Canada, après les États-Unis. L'an dernier, la valeur de nos échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne s'est élevée à 25 milliards de dollars, nos investissements directs dans ces pays se sont chiffrés à 21 milliards de dollars alors que les investissements des pays de l'Union européenne au Canada ont monté à 32 milliards de dollars. Ces chiffres ne peuvent témoigner de la qualité de nos relations économiques ni de l'ampleur du réseau transfrontalier de production, d'investissement et de technologie qui tisse des liens de plus en plus serrés entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Au moment où le Canada cherche à diversifier ses débouchés hors de États-Unis, la question des relations entre l'Europe et l'Amérique du Nord prend une importance stratégique.

Les relations que nous entretenons avec l'Europe sont d'une importance capitale pour l'économie mondiale. Il importe de